

BAISSE DES EFFECTIFS

BUREAU NATIONAL, AIX-EN-PROVENCE,
LE 12 OCTOBRE 2017



SERVICES ADMINISTRATIFS : ÇA CRAQUE DE PARTOUT !

Depuis près de 10 ans, les personnels subissent durement la casse idéologique des services publics. Les personnels administratifs comptent parmi les plus touchés par les suppressions de postes, et c'est aujourd'hui au tour du service administratif de la DO/EC d'en faire les frais, puisqu'après avoir perdu plusieurs missions, il disparaît en totalité.

LES CONSÉQUENCES DES BAISSSES D'EFFECTIFS DE PLUS EN PLUS VOYANTES

Les baisses drastiques d'effectif ont vraiment commencé en 2008 avec la RGPP, politique aveugle et insensée qui détériore le fonctionnement des services, empêche les agents de faire correctement leur travail et entraîne la casse des services publics. Les pouvoirs successifs ont poursuivi cette politique qui a fait perdre largement plus de 10% des agents à la DGAC. La lutte engagée par l'USAC-CGT en mai/juin 2016, entraînant dans le mouvement les autres syndicats, pour faire stopper cette hémorragie a permis, au terme d'un bras de fer avec le gouvernement, de ne plus réduire les effectifs et de rester à un schéma d'emploi à zéro. Mais c'est largement insuffisant, de nombreux services sont aujourd'hui à l'agonie et **il faudrait de toute évidence recruter davantage d'agents** qu'il n'en part pour retrouver des conditions de travail acceptables.

Dès les premières années, l'USAC-CGT dénonçait déjà cette politique, et faisait des recrutements l'élément central de ses revendications alors que les autres regardaient ailleurs. Les conséquences n'étaient pas encore très marquées et nos responsables étaient unanimes à considérer qu'il y avait trop de monde dans les services, notamment dans les services administratifs. Attitude irresponsable, coupable. Et c'est là que les coupes ont été les plus fortes. Un recrutement pour 5 départs pour les Adjoints d'administration, 2 recrutements pour 5 départs pour les Assistants d'administration, etc. **Et aujourd'hui c'est la désorganisation générale, la panique dans certains services, notamment les centraux, quand ils ne disparaissent pas comme à l'échelon central de la DO.**

FEU LE DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF DE LA DO/ÉCHELON CENTRAL

Le scénario de ce qui se passe à la DO interpelle : d'abord la régie a été supprimée. Puis le chef du service administratif n'a pas été remplacé. Puis survint le non remplacement de certains agents. Et c'est ensuite la subdivision ressources humaines qui est transférée à SDRH. Il fallait « mutualiser », le mot magique de nos cadres dirigeants. Ça commençait à faire beaucoup. Mais « juré, craché », cela s'arrêterait là. Or à peine quelques mois plus tard, le chef de service annonce que les activités finances/comptabilité vont disparaître aussi, et les prérogatives transférées au CRNA-Nord. Fin du département administratif d'un service, DO/EC, d'environ 120 agents sans que cela ne semble gêner grand monde à la direction.

L'USAC-CGT déplore qu'un service administratif puisse disparaître dans une entité telle que la DO. L'administration se doit de bien mesurer les conséquences de ce choix sur la subdivision finances du SNA/RP, car même si le transfert des tâches est accompagné d'ouvertures de postes, rien ne dit que les postes seront pourvus rapidement. En conséquence, l'USAC-CGT demande à la DO de ne procéder à ce transfert que lorsque la subdivision finances aura les moyens humains suffisants pour exercer l'ensemble de ses missions dans des conditions acceptables.

Que va-t-il se passer ? Les tâches sont transférées avec les effectifs, nous dit-on. Comment y croire après le déroulé de ce triste scénario ? Il manquera inévitablement tôt ou tard un ou plusieurs agents mais les tâches elles ne manqueront jamais. La direction sommera alors les agents restant de s'y coller. Et l'inévitable processus se déroulera : **plus de travail, moins d'agents, plus de stress, plus de souffrance, plus d'envie de quitter le service, plus de désorganisation, moins de proximité, recherche d'intérimaires, et/ou de personnels sous contrats, et donc moins de stabilité et plus de précarité.** Qui paiera les pots cassés ? Les personnels administratifs, sous l'œil distant d'une direction qui trouve tout cela normal.

Une seule solution : des recrutements en nombre. L'USAC-CGT est déterminée dans cette lutte pour les conditions de travail et de vie. Ensemble nous pouvons y arriver. Rejoignez-nous, nous avons besoin de tout le monde.